



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DU LOT

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

RISQUE INONDATION

BASSIN DU CEOU BLEOU

NOTE DE PRESENTATION

Vu pour être annexé à l'arrêté du
15 FEV.2010

Le Préfet du Lot
Signé,

Jean – Luc MARX

LA DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

Dès le début des années 90 l'Etat et particulièrement la DDE s'est préoccupé de prendre en compte la gestion globale du risque inondation selon les principes suivants :

- **connaître le risque**
- **informer sur le risque**
- **édicter et appliquer des règles d'urbanisme en cohérence avec le niveau du risque**

CONNAISSANCE DU RISQUE INONDATION

Une démarche de cartographie informative au 1/25 000^e a été initiée en 1992 avec le professeur LAMBERT de l'université Toulouse-le-Mirail sur le bassin de la Dordogne. Cette démarche a été relayée par la DIREN Midi-Pyrénées dans le cadre du programme de cartographie informative des zones inondables de l'ensemble des bassins versants de la région financé par le contrat Etat-région du XI^e plan.

Les extraits des atlas des bassins du LOT et de la DORDOGNE ont été adressés aux maires des communes concernées en janvier 2000.

INFORMATION PREVENTIVE

Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) du Lot, élaboré en janvier 1995 et refondu en mai 2005, a déterminé la liste des communes de notre département susceptibles d'être confrontées à un ou plusieurs risques majeurs naturels ou technologiques connus tels que les inondations, les mouvements de terrain, les feux de forêt, la rupture de barrage, les accidents industriels et le transport de matières dangereuses.

Ce répertoire constitue une première étape de sensibilisation et d'information des élus et des habitants des communes concernées.

Le principe d'information préventive a été renforcé par la loi du 30 juillet 2003 relative à «la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages», qui contient des dispositions tendant à développer une meilleure connaissance du risque auprès des populations exposées et une meilleure réactivité de leur part.

L'information préventive est inscrite dans le Code de l'Environnement, à l'article L 125-2. Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 modifié en dernier lieu par le décret n°2004-554 du 9 juin 2004, précise le champ d'application, le contenu, la forme et les modalités d'information.

Au DDRM, correspond un document communal : le Document Communal d'Information sur les Risques Majeurs ou DICRIM (cf art R. 125-11 du code de l'Environnement). Ce document est obligatoire pour les communes ayant un PPR approuvé. Il comprend les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Il est élaboré sur la base d'un porter à connaissance délivré par les services de l'Etat.

Un service de prévision des crues (SPC) de la Dordogne relevant de la Direction Départementale de l'Équipement de la Dordogne observe les données hydrologiques sur le bassin du Céou à partir des stations du « pont de Rhodes » sur la commune de Frayssinet et de « pont Jardel » sur la commune de Léobard.

L'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2006 portant règlement départemental d'annonce des crues fixe les modalités d'information et de transmission des avis de crues.

Les communes concernées par ce service sur le secteur d'étude en question sont:

Concorès, Dégagnac, Frayssinet, Gourdon, Léobard, Saint Chamarand, Saint Germain du bel Air et Salviac.

ELABORATION DES PPR

Du point de vue de la gestion réglementaire du territoire en zone inondable, en application du titre II de la loi Barnier du 2 février 1995 modifié par loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, codifié aux articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement et sur la base du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005, des circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996, un programme de PPR a été décidé sur tous les bassins versants où le niveau de risque et les enjeux le justifient.

LE PPR DU BASSIN du CEOU BLEOU

Le Céou est un affluent de la rive gauche de la Dordogne, orienté Est-Ouest, il draine un bassin versant de 603 km² dont 402 km² dans le département du Lot. L'orientation du bassin le rend particulièrement exposé aux perturbations océaniques atlantiques d'ouest.

Sur le secteur d'étude, 2 affluents principaux viennent alimenter le Céou :

- le Bléou en rive droite drainant un bassin versant de 66 km² le
- le Lourajou en rive gauche drainant un bassin versant de 128 km².

Le bassin versant du Céou est taillé dans les terrains calcaires du jurassique supérieur avec une partie orientale très karstifiée marquée par la présence de nombreuses dolines. La partie amont du bassin est constituée par un réseau de vallées sèches en éventail qui complète le bassin et sur lesquelles les crues du Céou et du Bléou prennent naissance.

Ce bassin de risque concerne 13 communes définies comme suit :

Concorès, Dégagnac, Frayssinet, Gourdon, Léobard, Montfaucon, Saint-Chamarand, Saint-Clair, Saint-Germain-du-Bel-Air, Salviac, Séniergues, Vaillac et Le Vigan.

LES INONDATIONS PRISES EN COMPTE

Sur le Céou à Saint-Cybranet dans le département de la Dordogne, la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN Midi-Pyrénées) exploite une station d'hydrométrie générale qui enregistre des hauteurs d'eau atteintes depuis 1968. Durant cette période d'enregistrement, la crue la plus importante est celle du 10 janvier 1996 avec une période de retour estimée à 30 ans.

Sur ce même cours d'eau il existe également une station d'annonce de crue gérée par le Service de Prévision des Crues à la DDE de la Dordogne à Pont de Rhodes commune de Frayssinet qui enregistre les hauteurs d'eau depuis 1989.

De plus la DIREN Midi Pyrénées exploite une station d'hydrométrie générale sur le Lourajou à Salviac depuis 1990.

De nombreuses crues sont restées dans la mémoire collective. Les plus importantes ont eu lieu le 15 mai 1830, en 1930, le 04 octobre 1960 et le 10 janvier 1996.

Les témoignages et les estimations sur l'ensemble du bassin montrent que la crue du 10 janvier 1996 est forte mais bien inférieure à celle du 04 octobre 1960 avec un écart de hauteur de l'ordre de 10 à 50 cm selon les endroits.

La crue du 4 octobre 1960 est un événement exceptionnel due à une perturbation du Sud-Ouest d'une intensité-extension exceptionnelle suite à une période de fortes précipitations au mois de septembre ayant saturées les sols. Cet événement particulièrement violent a occasionné d'importants dégâts dans l'ensemble de la vallée (1 victime, ponts et chaussées emportés, pertes de bétail...).

Des crues dites « fréquentes » avec une période de retour de 10 à 15 ans se sont produites le 6 juin 1992 et le 25 septembre 1993 mais l'impact de ce type de crue est modéré avec un développement et une dynamique largement dépendants des aménagements de la plaine.

Ainsi, dans le cadre de l'étude PPR i, la crue du 4 octobre 1960, a été retenue comme crue de référence avec une estimation de la période de retour à 100 ans.

Selon la morphologie de la plaine, le régime hydrologique des cours d'eau est différent en cas de crue, qui se démarque à partir du « pont de Rhodes » sur la commune de Frayssinet, ainsi ;

- à l'amont de pont de Rhodes et sur les affluents, la crue est de type torrentiel. La pente du lit est relativement forte ne permettant pas la stagnation de l'eau, la plaine d'inondation oscille dans une bande de 100 à 200 m de largeur.

- à l'aval de pont de Rhodes l'inondation prend de l'ampleur et occupe parfois la plaine alluviale sur 200 à 400 m de largeur.

La présence d'aménagements anthropiques tels que infrastructures, constructions... viennent perturber les écoulements. Ainsi des remblais importants barrent la vallée dans différents secteurs : remblais de routes à Concorès, remblais de la voie ferrée à Poudens à Dégagnac, mais également à Vaillac, Saint-Chamarand, Frayssinet, Saint-Germain-du-Bel-Air, Le Vigan, et Salviac. Ces ouvrages constituent de véritables barrages derrière lesquels des lacs peuvent se constituer en cas d'inondation.

Sur le secteur d'étude, de nombreux affluents du Céou peuvent générer des débordements dans des secteurs à enjeux comme le ruisseau « du Foulon » à Vaillac, « le Tirelier » à Frayssinet, le ruisseau « de la Font Grande » à Saint Chamarand, « le Luziers » et « le Lourajou » à Salviac.

Les études relatives à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques sur le bassin du Céou Bléou décrivent de manière complète la méthodologie conduisant à déterminer les zones inondables. Cette étude a été réalisée par le bureau d'études « GEOSPHAIR Environnement et Risques Naturels ».

LE MODE DE QUALIFICATION DES ALEAS

Les études réalisées par les bureaux d'études « GEOSPHAIR » contiennent les cartes suivantes:

- 1- hydrogéomorphologique
- 2- des hauteurs d'eaux pour les crues de référence identifiées
- 3- des champs de vitesse pour les crues de référence identifiées
- 4- des aléas

La carte hydrogéomorphologique définit et cerne les zones inondables et tient compte des différentes prospections permettant de définir la dynamique des inondations. Elle identifie entre autre les aménagements anthropiques comme les nombreux remblais qui peuvent perturber l'écoulement des eaux.

La carte des hauteurs d'eau présente des éléments d'appréciation de submersion distingués en quatre fourchettes de valeurs, complétés par des isocotes des crues donnant l'altitude de la lame d'eau à l'étale.

La carte des champs de vitesse montre une distribution en relation avec le modelé de la plaine alluviale et la dynamique des inondations de référence.

La carte des aléas qui a été déterminée en croisant les critères hauteur et vitesse :

- des zones d'aléas forts qui correspondent aux secteurs où:

- soit la hauteur d'eau était supérieure à un mètre (1 m),
- soit la vitesse du courant était supérieure à zéro mètre cinquante par seconde (0.5 m/s).

- des zones d'aléas faibles qui correspondent aux secteurs où la hauteur d'eau était inférieure à un mètre (1m) et la vitesse inférieure à zéro mètre cinquante par seconde (0.5 m/s).

Pour les bassins secondaires affectés par des crues soudaines à caractère torrentiel, l'hydrologie des crues est inconnue en l'absence de stations de mesure.

La carte hydrogéomorphologique est donc le seul outil permettant d'apprécier le risque en donnant la zone d'extension des crues torrentielles. Les crues violentes et rapides avec des charges solides importantes sur des secteurs à forte pente font qu'il s'agit toujours d'un aléa fort lorsqu'un événement météorologique important survient.

LES ENJEUX POUR LES PERSONNES ET LES BIENS

L'évaluation des enjeux concernant les personnes, les biens et les activités à la date de l'élaboration du plan de Prévention des Risques Inondation donne les résultats suivants :

Estimation de la population menacée sur le bassin :

800 personnes

Estimation des sols menacés (en ha) sur le bassin :

environ **1788** hectares répartis comme il suit;

Surfaces urbanisées en zone d'aléa fort :2 ha

Surfaces urbanisées en zone d'aléa faible :6 ha

Espaces agricoles ou naturels :1780 ha

Vulnérabilité économique

Les établissements à caractère artisanal, industriel et commercial sont basés essentiellement sur les communes de Le Vigan, Concorès et Salviac.

Vulnérabilité des équipements publics (liste non exhaustive)

CONCORES	Salle des fêtes, camping
FRAYSSINET	Salle polyvalente, mairie, station de pompage
GOURDON	Aire des gens du voyage
Le VIGAN	Salle polyvalente, école, terrain de sports
SAINT CHAMARAND	Eglise, terrain de camping, station de pompage
SAINT GERMAIN du BEL AIR	Gendarmerie, terrain de camping, terrain de sports
SALVIAC	Salle des fêtes, terrain de camping, zone de loisirs (piscine, tennis, terrain de sports), station d'épuration, source
SENIERGUES	Station d'épuration
VAILLAC	Mairie, église

LE ZONAGE ET LE REGLEMENT

Ils constituent le fondement juridique du PPR.

1- Le zonage réglementaire résulte de la délimitation des niveaux d'aléas et des objectifs de gestion des zones inondables définis par les circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996.

Ainsi ont été définis plusieurs types de zones :

- **la zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

- **la zone orange (O)** est une zone urbanisée de façon dense où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à un mètre (1 m) d'eau ou les vitesses de courant supérieures à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa fort. Toutefois, compte tenu de leur histoire, d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions.

- **la zone bleue (B)** est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa faible dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

- **la zone rouge (R)** recouvre des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel, où les pentes fortes et l'absence de plaine d'expansion, contribuent à qualifier de fort l'aléa auquel elles sont soumises.

2- Le règlement

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existantes ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95.1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique de référence, majorée de vingt centimètres (20 cm).

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées par les livres 3 et 4 du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection, susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires

LES CONSEQUENCES DU PPR

L'article L 121.1 du code de l'urbanisme stipule entre autre : « les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer : «la prévention des risques naturels prévisibles... ».

L'article L 123.1 du code de l'urbanisme prévoit entre autre : « les plans locaux d'urbanisme comportent un règlement qui fixe... les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L 121.1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire... ».

Le PPR approuvé doit donc être annexé au PLU en application des articles L 562.4 du code de l'environnement et L 126.1, R 123.14 et R 123.22 du code de l'urbanisme par l'autorité responsable de la réalisation du PLU.

La mise en conformité du PLU avec les dispositions du PPR est nécessaire lorsque ceux-ci sont divergents pour rendre cohérentes les règles d'occupation du sol et doit intervenir dans les délais fixés en application de l'article L 126.1 du code de l'urbanisme.

Un PPR peut être modifié ou révisé selon la même procédure et dans les mêmes conditions que son élaboration initiale. Mais la modification peut être partielle ce qui simplifie la procédure lorsque le PPR a été approuvé sur l'ensemble d'un bassin de risques.

Le dispositif de modification ou de révision partielle peut être adapté au cas des petits bassins versants annexes où des aménagements physiques et des dispositifs de prévention peuvent une fois réalisés, modifier les conditions de prise en compte du risque. Ainsi sur la base d'études hydrauliques et d'aménagements avec étude d'incidence sur l'ensemble du bassin, les niveaux d'aléas pourraient être revus et par voie de conséquence de nouvelles dispositions d'urbanisme arrêtées.

D'autre part la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages introduit des nouvelles dispositions dont certaines incombent au maire, notamment :

- informer la population tous les deux ans des risques connus sur la commune et des moyens de prévention
- mettre en place les repères de crues dans les zones exposées au risque d'inondation.

Le code de l'environnement reprend toutes ces dispositions en matière de risque.

LES SANCTIONS

En application des articles L 562.5 du code de l'environnement et L 480.4 du code de l'urbanisme des sanctions peuvent être prises en cas d'inobservation des dispositions contenues dans le règlement du PPR.